



L'essentiel



du lundi 20 avril 2015 - de la part de Stéphane Le Foll

NAUFRAGES – MEDITERRANEE

Le nouveau naufrage de migrants ce week-end en Méditerranée est une catastrophe terrible. Les premiers responsables de cette catastrophe sont ceux qui mettent ainsi des personnes sur les bateaux, en mettant des centaines de personnes en danger de mort. Face à l'urgence humanitaire, c'est au niveau européen que nous devons agir. Nous devons renforcer les moyens de l'opération Triton, lutter contre les trafics, les passeurs, ceux qui les financent. La Commission européenne a fait 10 propositions, soutenues par les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur, réunis en urgence : doublement des moyens, destruction systématique des navires des trafiquants. Elles seront soumises au sommet européen extraordinaire qui se réunira jeudi.

Le nouveau naufrage de migrants ce week-end en Méditerranée est « une catastrophe terrible », la « pire de ces dernières années en Méditerranée », qui s'ajoute à plusieurs « drames qui se sont produits encore la semaine dernière » (PR, 19/04/15). Depuis le début de l'année, nous assistons à « une accélération » de ces drames.

Les premiers responsables de cette catastrophe sont « ceux qui mettent [ainsi] des personnes sur les bateaux : ce sont des trafiquants, ce sont sans doute même des terroristes, parce qu'ils savent parfaitement que ces bateaux sont pourris et qu'ils vont même les détruire en pleine mer et mettre des centaines de personnes en danger, en l'occurrence [...] en danger de mort » (PR, 19/04/15).

Face à l'urgence humanitaire, c'est au niveau européen que « nous devons agir » (PR, 19/04/15), et « on ne peut pas laisser l'Italie toute seule » face à l'ampleur du problème (S. Le Foll, 20/04/15). « La Méditerranée est une mer qui nous est commune » (PR, 19/04/15), et « l'Europe n'a pas [...] été à la hauteur [de] ce qui se passe » (S. Le Foll, 20/04/15).

- **« Nous devons renforcer [les moyens] de l'opération Triton » (PR, 19/04/15), en « renforcer les moyens de contrôle, les moyens d'intervention, les moyens de surveillance » (S. Le Foll, 20/04/15). « Il faut plus de moyens, plus de bateaux » (B. Cazeneuve, 20/04/15), « une lutte extrêmement déterminée contre le trafic, parce que les passeurs sont des criminels, et ceux qui les financent » (L. Fabius, 20/04/15).**
- **Une réunion d'urgence de ministres européens s'est tenue ce lundi à Luxembourg. Laurent Fabius, Bernard Cazeneuve et Harlem Désir y participaient.**
 - o **La Commission européenne a proposé 10 actions immédiates pour faire face à la situation, telles que le doublement des moyens de l'opération Triton, ou la capture et la destruction systématiques des navires utilisés par les trafiquants.**
 - o **Ce plan est pleinement soutenu par les ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur de l'UE réunis.**
- **Un sommet européen extraordinaire se réunira ce jeudi 23 avril. Ces propositions leur seront soumises.**

Pour rappel, la France :

- **Lutte activement contre les filières de l'immigration irrégulière.** Des premiers résultats sont là : +14% de filières démantelées en France en 2014 (+30% à Calais) ;
- **Accueille des hommes et des femmes menacés. Par exemple des chrétiens d'Orient :** la France leur a déjà délivré 1 500 visas d'asile depuis juillet 2014, et 1 000 personnes sont déjà arrivées en France.
- **Réforme son droit de l'asile. Pour assurer le respect des règles, mais aussi pour nous « permettre d'accueillir [...] dans des conditions plus dignes »,** notamment en réduisant le délai de traitement des demandes de 24 à 9 mois. « À cet égard, [on ne peut] que regretter la décision prise par la commission des lois du Sénat de retarder l'examen de ce texte, qui relève de l'urgence humanitaire. C'est une décision totalement irresponsable » (B. Cazeneuve, 14/04/15).

LIBYE

Le Président de la République a exprimé son indignation après la revendication par le groupe Daech du meurtre abominable, en Libye, de 28 personnes en raison de leur foi chrétienne. Il condamne de la manière la plus ferme ce crime et les exactions que Daech commet chaque jour contre les populations civiles, quelle que soit leur origine ou leur religion, dans les pays où il se déploie. Il rappelle sa détermination à lutter contre ce groupe terroriste et affirme son plein soutien aux efforts de l'envoyé spécial des Nations unies en Libye. Un accord de réconciliation nationale reste à la fois nécessaire et urgent pour rétablir l'ordre et la sécurité sur le territoire libyen.

FRONT NATIONAL – MONDE OUVRIER

Il faut s'en prendre à la mystification, l'illusion que représente le programme du Front National. Marine Le Pen veut faire croire qu'elle est le Parti communiste d'il y a presque 50 ans, qui avait à cœur de défendre les ouvriers. Mais ce n'est pas vrai : elle n'est pas le Parti communiste, elle ne défend pas les ouvriers, elle défend les mêmes valeurs que son propre père. Ce n'est qu' « une mystification », « une illusion » : tels sont les mots, tel est le message du président de la République, appelant à débattre encore davantage contre le FN, à y aller franchement, sur le fond, sur les propositions.

Il faut s'en prendre à « la mystification, l'illusion » que représente le programme du Front National. Marine Le Pen veut faire croire qu'elle est le Parti communiste d'il y a presque 50 ans, qui avait à cœur de défendre les ouvriers. Mais ce n'est pas vrai : elle n'est pas le Parti communiste, elle ne défend pas les ouvriers, elle défend les mêmes valeurs que son propre père. Ce n'est qu' « une mystification », « une illusion » : tels sont les mots, tel est le message du président de la République, appelant à « débattre encore davantage » contre le FN, à « y aller franchement », « sur le fond, sur les propositions » (PR, 19/04/15).

Dans les « bassins miniers », ouvriers, on « voit bien qu'il y a des attentes, parfois des colères et [aussi] des résignations », certains citoyens qui « ne croient plus au système démocratique, de décision », « à l'Europe, au monde », « il y a aussi le chômage qui les hante » (PR, 19/04/15) :

Donc, forcément, « ça parle » dans ces régions ouvrières, quand Mme Le Pen essaye d'imiter « un tract du Parti communiste des années 70 » : en disant « qu'on peut fermer les frontières », « nationaliser les industries », « sortir un certain nombre de capitaux de notre pays sans risques ».

« Sauf que le Parti communiste, il ne demandait pas qu'on chasse les étrangers, [...] qu'on fasse la chasse aux pauvres, parce que même les pauvres finissent par penser qu'il y a plus pauvre qu'eux qui leur prennent le peu qu'ils ont ».

Au final, Marine Le Pen a « les mêmes références que son propre père quand il s'agit de montrer que c'est l'étranger, que c'est l'Europe, que c'est le monde » qui sont responsables. Alors que lui, « le Parti communiste, avait encore un certain nombre de principes » (PR, 19/04/15).

Le Front National « n'est pas un parti républicain, c'est un parti dans la République, ce n'est pas la même chose » (PR, 19/04/15).

INTERPRETES AFGHANS

La France s'est engagée à étudier les demandes des anciens interprètes Afghans de l'armée française qui souhaitaient s'installer en France et à suivre leur situation avec attention : elle tiendra cette promesse. D'ores et déjà, 73 familles, soit 179 personnes, ont été accueillies en France. Chaque dossier est étudié par la cellule et aucun Afghan n'est laissé sans réponses.

La France s'est engagée à étudier les demandes des anciens auxiliaires Afghans de l'armée française qui souhaitaient s'installer en France et à suivre leur situation avec attention : elle tiendra cette promesse.

Les dossiers sont soumis en Afghanistan à une commission mixte. Celle-ci les examine à l'aune de trois critères principaux : actualité de la menace, capacités d'intégration et services rendus. Un dossier refusé une première fois

peut éventuellement être réétudié. La cellule de coordination interministérielle mise en place en 2013 organise après décision favorable, sous l'autorité d'un Préfet, l'accueil et le suivi des Afghans à leur arrivée en France.

D'ores et déjà, 73 familles, soit 179 personnes, ont été accueillies en France. C'est une proportion importante, qui représente plus du tiers des demandes effectuées (moins de 200 demandes). Elles possèdent un titre de séjour de longue durée et sont accompagnées par l'administration dans leurs démarches.

La France, qui a contribué à améliorer la sécurité de l'Afghanistan, n'a pas abandonné les Afghans qui l'ont aidée dans cette mission. Pour les cas le nécessitant, l'accueil en France a été privilégié. Mais l'accueil en France n'est pas la seule solution et beaucoup de personnels afghans ne l'ont pas demandé. Tous, quelle que soit la solution retenue, ont par ailleurs bénéficié d'une **prime à la fin de leur mission**, en moyenne 1 800 €, soit, à titre de comparaison, le triple du salaire mensuel d'un officier général afghan. Pour certaines personnes, une **prime de relocalisation en Afghanistan** a aussi pu être proposée.